



Fédération SUD Santé Sociaux 80

Contre la casse du travail social : tout.es dans la rue le 31 Mai !

Après un mouvement de grève historique dans le secteur social et médico-social, le 18 Février, Jean Castex a annoncé « les moyens nécessaires à la transposition des 183 € pour tous les professionnels de la filière socio-éducative ». Évidemment, entre les paroles et les actes, tout un monde existe.

Aujourd'hui, nombreuses et nombreux sont exclu.es de cette prime, notamment les salarié.es gagnant le moins : personnel administratif, agents d'entretien... Il s'agit donc d'une discrimination :

- Salariale : plus de 200 000 salarié.es en sont exclu.es
- Sexiste : parmi ces 200 000 salarié.es, 90% sont des femmes
- de classe : les plus mal payé.es, les plus précaires, pourtant indispensables au bon fonctionnement de notre secteur se trouvent une nouvelle fois exclu.es.

Cette prime ne sera pas non plus comptabilisée pour le calcul des droits sociaux alors que la précarité est forte dans notre secteur. SUD Santé-Sociaux 80 revendique une augmentation **de salaire** de 300€ net pour tou.te.s ainsi que la titularisation de tous les personnels.

De l'argent pour cette augmentation il y en a. Gavés d'aides publiques, les plus riches ont vu leur fortune augmenter plus en 19 mois de pandémie qu'au cours de la dernière décennie. Ce financement du capital se fait en dehors de tout contrôle et évaluation. Alors que pour le social et le médico-social, le programme n'est pas le même : convention unique au rabais, faibles salaires, précarité, flicage... Cette situation est inacceptable.

Ce « SEGUR 2 » n'est donc qu'une carotte pour mieux nous faire adhérer à la fusion des conventions collectives qui détruiront nos maigres conquies sociaux, et accepter des conditions de travail toujours plus dégradées et un management toujours plus brutal.

Cette situation est à mettre également au crédit de nos directions. Pendant qu'elles négocient au sein de AXESS cette convention collective unique honteuse pour nous salarié.es, elles se garantissent tout de même un salaire supérieur à 90% de la population. Ce sont nos directions qui mettent en place un management dangereux. Ce sont nos directions qui nous contraignent à des missions de contrôle de la population de plus en plus importante au détriment de nos fonctions premières d'aide aux plus démunis.es.

Le combat n'est pas fini et nous n'avons rien à attendre du gouvernement ou de nos employeurs. Seule les luttes sociales paient.

Rendez-vous ce 31 Mai à 12h, à la Maison de la Culture à Amiens pour faire entendre nos revendications !